

Conseil de l'UE pour un "Blue Deal"

Question : " Comment l'Union européenne peut-elle renforcer son rôle dans la protection des mers et océans, tout en conciliant les intérêts économiques des États membres ?"

Auteur : Chypre

Chypre est une république présidentielle dirigée par Nikos Christodoulides depuis le 28 février 2023. Étant une république présidentielle, Christodoulides est à la fois chef d'Etat et chef du gouvernement. Chypre. Depuis une vingtaine d'années, le monde souffre d'une accélération du réchauffement climatique provoquant le déséquilibre des écosystèmes marins et terrestres. C'est dans le but de ralentir ce réchauffement que le "Blue Deal" a vu le jour en 2023 proposé par le CESE. Elle est formalisée dans une déclaration regroupant des initiatives sur tous les cycles de l'eau afin de diminuer la sécheresse, la baisse des nappes phréatiques et la pollution des océans. Mais la gestion des eaux proposée par L' UE provoque un désaccord. Chypre est bien plus exposés au réchauffement climatique que les autres pays européens par son emplacement géographique dans le bassin méditerranéens.

En effet, les pays du Sud de l'Europe tels que l' Italie ou l'Espagne sont favorisés par leurs emplacements géographique. Tandis que d'autres pays enclavés se retrouvent défavorisés comme la Hongrie ou la Slovaquie. Ainsi, des tensions géopolitiques se créent car les pays les plus favorables à cette gestion reçoivent un financement par la FEAMP allant jusqu'à 1,12 milliards d'Euro pour l'Espagne alors que ceux enclavés n'en bénéficient pas . De plus, les pays du Nord , la France et les Pays-Bas investissent dans les innovations technologiques et moins dépendants de la pêche tandis que des pays côtiers dépendants de la pêche comme l'Espagne ou l'Irlande sont impactés par les quotas imposés par La Politique commune de la pêche (PCP). L' enjeux principal est donc de trouver un équilibre entre protection environnementale ambitieuse et maintien de la compétitivité économique européenne. Ainsi, pour Chypre, l'économie nationale est principalement autour des ressources maritimes, du tourisme littoral et de la stabilité des écosystèmes marins. Par conséquent, la réussite du Blue Deal constitue pour Chypre plus qu'une priorité environnementale. Il s'agit d'une nécessité économique et sociale.

Dans le cadre du Blue Deal, Chypre défend une approche équilibrée entre protection environnementale et croissance économique. Le pays encourage le développement d'une économie bleue durable reposant sur l'innovation technologique, la modernisation écologique des ports et la réduction des émissions du transport maritime. Chypre insiste également sur la nécessité de protéger la biodiversité marine méditerranéenne, particulièrement vulnérable au réchauffement climatique. Toutefois, Chypre souligne que les politiques environnementales européennes doivent prendre en compte les spécificités des États insulaires, dont les coûts de transition sont plus élevés. Le renforcement des financements européens et des mécanismes de solidarité est donc essentiel pour garantir une transition juste. Ainsi, Chypre considère que le Blue Deal doit permettre à l'Union européenne de devenir un leader mondial de la protection des océans tout en assurant la prospérité économique et la résilience des États membres.

Chypre a mis en œuvre plusieurs mesures concrètes afin de protéger les mers et les océans tout en garantissant un développement économique durable. Le pays a ratifié la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, établissant un cadre juridique pour la gestion durable des espaces maritimes, ainsi que la Convention de Barcelone visant la lutte contre la pollution en Méditerranée. Chypre applique également la Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin et s'inscrit dans les objectifs du Pacte vert pour l'Europe afin d'améliorer la qualité écologique des eaux marines et réduire les émissions polluantes. Le gouvernement a développé des aires marines protégées pour préserver la biodiversité, renforcé la surveillance des activités de pêche et participé aux programmes européens de contrôle environnemental maritime. Par ailleurs, Chypre encourage la modernisation écologique des ports, la

promotion du tourisme côtier durable et l'investissement dans les énergies renouvelables, tout en améliorant la gestion intégrée des zones côtières face au changement climatique. Ces actions démontrent l'engagement du pays en faveur d'une économie bleue durable équilibrant entre protection environnementale et prospérité économique.

Chypre soutient la mise en place du “ Blue Deal” visant à renforcer la protection des mers et des océans tout en préservant les activités économiques maritimes. En tant qu'État insulaire fortement dépendant de la mer et exposé aux effets du changement climatique, Chypre estime qu'une action coordonnée au niveau européen est essentielle pour protéger les écosystèmes marins et garantir la sécurité environnementale. Le pays défend une approche équilibrée fondée sur la coopération entre États membres, la solidarité européenne et l'innovation écologique. Chypre considère que la transition vers une économie bleue durable doit concilier protection environnementale, croissance économique et stabilité régionale. Elle soutient ainsi un rôle renforcé de l'Union européenne dans la gouvernance maritime et climatique.